

Comment ces deux techniques agissent-elles sur l'évolution du système agricole ?

1) LA POLITIQUE DE SOUTIEN DES PRIX

C'est une technique qui permet de garder les "avantages" de l'économie de marché. Elle est depuis longtemps pratiquée en agriculture. Le seul aspect nouveau, c'est l'énormité des sommes que depuis 2 ou 3 ans l'Etat a dû y consacrer. Mais cette technique n'est pas neutre, contrairement à ce que croient la grande majorité des paysans. Son emploi s'adapte aux exigences des lois qui régissent l'évolution de la société capitaliste.

Aujourd'hui les diverses branches de la production agricole se répartissent en deux catégories, de niveaux techniques différents, entre lesquels l'écart va en se creusant.

Dans certaines branches (céréales et grande production végétale) le taux de capital utilisé est très élevé. Dans les autres (ex. : élevages traditionnels) le taux de capital est très faible et la production requiert une grande quantité de main-d'œuvre.

Les premières sont pratiquées dans de grandes ou de très grandes exploitations, gérées comme des entreprises industrielles. Le chef d'exploitation ne travaille généralement pas de ses mains, mais fait travailler des salariés, exploités férocelement le plus souvent (1). Les secondes sont le lot d'innombrables petites et moyennes exploitations, et reposent sur le travail de l'exploitant et de sa famille. Entre ces deux catégories existe un secteur intermédiaire, constitué d'exploitants travaillant à plein temps manuellement, mais mieux équipés que les petits paysans. Certains emploient un ou deux ouvriers agricoles, d'autres pas ; ils espèrent tous "tenir le coup", c'est-à-dire résister à la concurrence, en devenant de petits patrons dynamiques. Mais ils n'ont pas conscience de leur situation objective dans l'économie, de leurs intérêts. La plupart d'entre eux ont dû emprunter pour s'équiper, ils sont criblés de dettes, et ne savent comment s'en sortir. En fait, il n'y a pas de place pour eux (ou du moins pour la grande majorité d'entre eux) dans le système capitaliste : ils n'ont pour avenir, à court ou à moyen terme selon le cas, que de glisser vers le prolétariat.

(1) Les ouvriers agricoles sont isolés, inorganisés, et très faciles à exploiter. Il faut distinguer les ouvriers permanents menacés par le chômage qui seront remplacés par une machine dès que l'opération sera rentable. Ce travail sert parfois d'appoint à des paysans ruinés. Il faut distinguer d'autre part les travailleurs saisonniers employés dans les grosses exploitations pour les gros travaux. Surveillés, sous-payés, logés comme du bétail, ce sont sans doute les plus exploités de tous les travailleurs agricoles (petit paysan ou ouvrier).

D'un point de vue général la seule perspective qui s'offre au travailleur agricole, c'est la prolétarianisation sur place ou l'exode rural faisant de lui un ouvrier de l'industrie (80%). Le transfert n'est pas condamnable en soi (dû à l'évolution des forces productives). Il faut cependant voir qu'il n'a lieu qu'au profit des capitalistes et que les formes qu'il revêt ne font qu'accentuer les différences de condition sociale.

Parmi les travailleurs agricoles, 14% seulement ont un C.A.P. et 56% sont sans diplôme. Ils vont devenir la base d'une main-d'œuvre non qualifiée, très appréciée des industriels qui pourront les employer à des tâches peu rémunérées d'autant plus qu'ils doivent quitter la terre et trouver à tout prix un emploi (cf la politique de décentralisation):

Conséquemment à une telle situation on vit en mai 68 :

- les agriculteurs de certaines régions se joindre aux ouvriers, notamment pour la lutte contre le chômage ; cf les mots d'ordre : « à bas les accapareurs de terre », « ouvriers-paysans solidaires pour défendre le droit au travail » ;
- des conditions extrêmement défavorables : isolement, encadrement syndical presque — un mouvement de grève très important parmi les salariés, et sans précédent, malgré impossible, etc.